Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 15 (1906)
Heft: 15

Artikel: Eine coulante Firma
Autor: O.A.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-522191

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.10.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

BASEL, den 14. April 1906. | BALE, le 14 Avril 1906.

No 15.

Abonnement

Für die Schweiz:
1 Monat Fr. 1.25
3 Monate „ 3.—
6 Monate „ 5.—
12 Monate „ 8.—

Für das Ausland: (inkl. Portozuschlag)
1 Monat Fr. 1.50
3 Monate „ 4.—
6 Monate „ 7.—
12 Monate „ 12.—

Vereins-Mitglieder erhalten das Blatt gratis.

Inserate:
7 Cts. per 1 spaltige Millimeterzeile oder deren Raum. — Bei Wiederholungen entsprechend Rabatt.
Vereins-Mitglieder bezahlen 3½ Cts. netto per Millimeterzeile oder deren Raum.

Schweizer Hotel-Revue

Revue Suisse des Hôtels

No 15.

Abonnements

Pour la Suisse:
1 mois . . Fr. 1.25
3 mois . . „ 3.—
6 mois . . „ 5.—
12 mois . . „ 8.—

Pour l'Etranger: (inclus frais de port)
1 mois . . Fr. 1.50
3 mois . . „ 4.—
6 mois . . „ 7.—
12 mois . . „ 12.—

Les Sociétaires reçoivent l'organe gratuitement.

Annonces:
7 Cts. par millimètre-ligne ou son espace. Rabais en cas de répétition de la même annonce.
Les Sociétaires payent 3½ Cts. net p. millimètre-ligne ou son espace.

Organ und Eigentum des Schweizer Hotelier-Vereins.

15. Jahrgang | 15me Année

Erscheint Samstags.
Paraît le Samedi.

Organe et Propriété de la Société Suisse des Hoteliers.

Redaktion und Expedition: Sternengasse No. 21, Basel. ✻ TÉLÉPHONE 2406. ✻ Rédaction et Administration: Sternengasse No. 21, Bâle.

Verantwortlich für Redaktion und Herausgabe: Otto Amsler, Basel. — Redaktion: Otto Amsler; K. Achermann. — Druck: Schweiz. Verlags-Druckerei G. Böhm, Basel.

An die tit. Mitglieder,

die jeweilen den Sommer über ihren Wohnort wechseln, richten wir hiemit die höfl. Bitte, uns rechtzeitig zu benachrichtigen, damit die regelmässige Zustellung des Vereinsorgans keinen Unterbruch erleidet. *Die Expedition.*

MM. les Sociétaires

qui, pendant l'été, changent leur domicile, sont priés d'en aviser à temps notre bureau, afin d'éviter des irrégularités dans l'expédition de l'organe social. *L'Administration.*

Extrait du procès-verbal
de la séance du Comité
et de la
deuxième assemblée extraordinaire
du
Conseil de surveillance
du 29 mars 1906
à l'Hôtel Bellevue à Zurich.

Séance du Comité

le matin à 10½ heures.

Sont présents:
MM. *F. Morlock*, Président;
„ *J. Boller*, Vice-président;
„ *C. Kracht*, Membre adjoint;
„ *O. Amsler*, Secrétaire.

Excusés: M. *F. Wegenstein*, pour cause de maladie, et M. *E. Mœcklin*, pour cause de service militaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.

Délibérations.

1. **Bureau de propagande.** Le principal objet à l'ordre du jour de cette séance consiste en la discussion sur le rapport de MM. J. Tschumi, O. Hauser et Dr. O. Töndury, concernant leurs tractations avec la Direction générale des chemins de fer fédéraux au sujet d'une action commune de propagande. Le rapport s'exprime en général et dans le détail, d'une façon très avantageuse sur le résultat des négociations, si bien que le Comité se réserve uniquement d'interpeller la Commission sur deux points qui n'ont pas trait à l'entente, et qu'il s'en rapporte au Conseil de surveillance pour terminer l'accord.

On soumettra au Conseil de surveillance, en l'appuyant, l'offre qui est faite par un professeur de Vienne d'organiser des soirées de projections lumineuses de vues suisses.

2. **Examens d'apprentis cuisiniers.** Au sujet de cette question, le comité revient sur sa décision d'introduire un nouveau système (qui consistait à placer l'apprenti 8 à 10 jours dans un autre hôtel et à faire passer l'examen par le chef et le patron) et résoud la question de la manière suivante: La section suisse de la Société internationale des cuisiniers, qui a pressenti la Société des hôteliers au sujet de cette innovation dans l'examen de ses sociétaires-apprentis, est invitée à composer un règlement, un questionnaire et un modèle de diplôme, tout à fait distinct de la pratique actuellement en usage, et de les communiquer à la Société des hôteliers. Si les expériences pratiques démontrent qu'une amélioration du système en vigueur est possible, on entreprendra la rédaction d'un règlement et d'un questionnaire uniformes, qui seront employés pour tous les examens. En attendant, ce seront les mêmes experts de la Société des hôteliers fonctionnant pour les examens de l'Union Helvétia qui fonctionneront pour les examens des apprentis de la Société internationale des cuisiniers, et cette dernière désignera également deux experts. Le Comité espère que par l'arrangement ci-dessus la question des examens d'apprentis cuisiniers pourra être considérée comme tranchée en principe.

3. **Voyages d'affaires.** Le secrétaire fait ressortir qu'il lui paraît nécessaire de visiter de nouveau certaines régions de la Suisse fréquentées par les étrangers. Il y a 5 ou 6 ans il n'y avait guère d'hôtels qui ne lui fussent connues du haut en bas, mais depuis lors il y a eu dans plusieurs cantons une telle augmentation ou transformation de constructions, qu'il ne se trouve plus suffisamment orienté et informé, ce qui est préjudiciable non-seulement à la rédaction de l'organe de la Société, mais peut nuire aussi à l'exactitude du Guide des hôtels, ainsi qu'aux travaux de statistique du Bureau. Il s'agit en particulier des cantons des Grisons, du Tessin, de l'Oberland bernois, de localités sur les bords du lac Léman et du canton du Valais. Le Comité se déclare d'accord avec cette proposition.

Séance levée à midi et demi.

Deuxième assemblée extraordinaire
du
Conseil de surveillance
à 2 heures de l'après-midi.

Sont présents:
Du **Cercle I:** MM. *J. Tschumi*, Ouchy.
Excusé: „ *A. R. Armleder*, Genève.
Du **Cercle II:** MM. *J. Schieb*, Berne.
Excusés: „ *J. Huber*, Soleure;
„ *E. Strübin*, Interlaken.
Du **Cercle III:** MM. *E. Cattani*, Engelberg;
„ *O. Hauser*, Lucerne.
Excusé: „ *A. Bon*, Rigi-First.
Du **Cercle IV:** MM. *W. Hafen*, Baden;
„ *C. Kracht*, Zurich.
Excusé: „ *F. Wegenstein*, Neuhausen.
Du **Cercle V:** MM. *R. Mader*, St.-Gall;
„ *L. Kirchner*, Coire;
„ Dr. *O. Töndury*, Tarasp.
Du **Cercle VI:** MM. Dr. *A. Seiler*, Zermatt.
Du **Cercle VII:** MM. *F. Lombardi*, Airolo.
Excusé: „ *C. Reichmann*, Lugano.
Du **Comité:** MM. *F. Morlock*, Président;
„ *J. Boller*, Vice-président;
„ *O. Amsler*, Secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière assemblée extraordinaire est adopté.

Ordre du jour:

Entente avec la Direction générale des Chemins de fer fédéraux au sujet d'une action de propagande commune à l'étranger. Il est donné communication du texte imprimé des négociations qui ont eu lieu entre les trois membres de la Commission et M. Dubois, Directeur général des Chemins de fer fédéraux, ainsi que de leur résultat, et M. *Tschumi*, au nom de la Commission, fournit à ce sujet toutes les explications nécessaires. La votation du projet a lieu article par article, et l'acceptation de l'accord est adopté à l'unanimité, son adoption sera également recommandée à la prochaine assemblée générale.

En ce qui concerne les fonds, il sera nécessaire de faire une modification aux statuts, permettant d'obtenir des sociétaires une cotisation annuelle et applicable exclusivement à la propagande à l'étranger. Dans le même but, il sera prélevé annuellement 20,000 fr. sur la caisse de la Société.

Pour l'administration des opérations de la propagande il est prévu un comité dans lequel chaque arrondissement sera représenté; de comité seront désignés 3 membres qui seront ce chargés des rapports de la Direction générale des Chemins de fer suisses.

L'accord avec la Direction générale des Chemins de fer fédéraux, qui sera soumis à la ratification de l'assemblée générale, sera imprimé et remis aux sociétaires en même temps que le rapport annuel. Le Comité est chargé de préparer, à l'intention du Conseil de surveillance, les modifications statutaires et les autres propositions se rapportant à cet objet.

Imprévu.

1. La question de savoir si au cas où le *Guide des Hôtels* sera épuisé, il en sera fait une nouvelle impression en vue de l'exposition de Milan, n'a pas été tranchée pour le moment.

2. L'offre d'un professeur de Vienne concernant *les séances de projections lumineuses* sur la Suisse, doit être transmise au Bureau de publicité des C. F. F., en l'appuyant.

Séance levée à 5 heures.

Le Président: ***F. Morlock.***
Le Secrétaire: ***O. Amsler.***

Eine coulante Firma.

Im „Luzerner Tagblatt“ vom 7. ds. steht zu lesen:

Ausstellung in Mailand. Die Firma Max Frank & Cie. in Mailand hat die gesamte Reklame in der Ausstellung gepachtet. Industrielle und andere Interessenten mögen sich an diese sehr vertrauenswürdige Firma wenden. Dieselbe hat dem Luzerner Verkehrsverein in liebenswürdiger Weise die Auflage der Frequenzstatistik ohne weitere Kosten gestattet.

Wir sind in der Lage, auch ein Liedchen zu singen auf die Firma Max Frank & Cie., aber es klingt dieses Lied, wie aus nachstehenden Tatsachen hervorgeht, um einige Oktaven tiefer. Im Herbst vorigen Jahres hatte die Generaldirektion der schweiz. Bundesbahnen die Initiative ergriffen, um die Mailänder Ausstellung zu Propagandazwecken für die Schweiz zu benutzen. Auf erfolgten Appell hin schlossen sich diesem Vorgehen an: die Gotthardbahn, die Rhätische Bahn, die Nebenbahnen, die Bergbahnen, die Dampfschiffsgesellschaften, der Verband schweiz. Verkehrsvereine und der Schweizer Hotelier-Verein.

Das Resultat der gemeinsamen Verhandlungen war die Gründung eines Verkehrsbureaus in der Schweizerabteilung der Ausstellung. Das für den dortigen Vertrieb bestimmte Reklamematerial, Broschüren etc., wurde einer genauen Prüfung unterzogen, um möglichst nur erstklassiges Material zur Verteilung zu bringen, und es wäre soweit alles seinen geregelten Weg gegangen, um auf die Eröffnung hin bereit zu sein; doch das Schicksal, in Gestalt der Firma Max Frank & Cie., hatte es anders gewollt.

Am 15. März fand im Publizitätsbureau der S. B. B. im Beisein des Sekretärs des Verbandes der schweizerischen Verkehrsvereine, sowie des künftigen Leiters des Auskunftsbureau in Mailand, eine längere Besprechung mit Herrn Max Frank statt. Herr Frank wies ein Schreiben des Präsidenten des Ausstellungskomitees vor, das erklärte, es sei dem schweizerischen Auskunftsbureau nicht gestattet, Propagandamaterial zu verteilen, das Annoncen enthalte.

Man wies darauf hin, dass die in diesem Propagandamaterial enthaltenen Annoncen keineswegs im Hinblick auf die Ausstellung in Mailand gemacht worden seien, somit werde es den Interessen der Firma Max Frank & Cie. keinen Eintrag tun, indem das Vorhandensein einer Annonce in einer der zur Verteilung gelangenden Broschüren den betreffenden Inserenten nicht hindern werde, dem Hause Frank & Cie. einen Annoncenauftrag zu erteilen, sofern dies irgendwie in seinem Interesse liege. Herr Max Frank bestritt dies und vertrat gegenteils die Ansicht, dass gerade die Verteilung der Broschüren im schweizerischen Auskunftsbureau in Mailand einzelne Interessenten von einer Auftragerteilung an die Firma Max Frank & Cie. zurückhalte.

Nach mehrstündigen Auseinandersetzungen liess sich Herr Frank soweit herbei, das sämtliche vorliegende Material der Verkehrsvereine, des Hoteliervereins und einiger Bergbahnen durchzulassen, unter der Bedingung, dass bei ihm für Fr. 1000 Reklamen subskribiert werde. Dagegen erklärte er bestimmt, das Material der Gotthardbahn, der Rhätischen Bahn und der Vitznau-Rigi-Bahn nicht zulassen zu können, da diese drei Gesellschaften ihm keinerlei Reklameaufträge zugewiesen hätten. Die Generaldirektion der schweizerischen Bundesbahnen lehnte das Ansinnen dieser Exklusivität entschieden ab, da sie die Interessen aller Beteiligten zu wahren habe. Sie erklärte sich jedoch bereit einen weitern Betrag von Fr. 500, der ebenfalls in Reklamen aufgewendet würde, auf sich zu nehmen, falls die Firma Max Frank das sämtliche Material ohne jede Restriktion unbeanstandet passieren lasse.

Herr Max Frank bestand jedoch auf seinem Schein, erklärte die offerierte Summe für ungenügend und suchte einen grösseren Auftrag zu erzwingen. Im Hinblick auf das Einnahmenbudget des Auskunftbureau war es jedoch nicht möglich, weiter zu gehen, und man bezeichnete die Summe von Fr. 1500.— als äusserstes Zugeständnis.

Herr Max Frank erklärte hierauf, er werde sich die Sache überlegen und bis Donnerstag den 22. März der S. B. B. Antwort zugehen lassen.

Auf genannten Tag lief keine Mitteilung ein; dagegen teilte der schweizerische Generalkommissär der Internationalen Ausstellung in Mailand, Herr Ständerat R. Simen, mündlich mit, dass die Firma Max Frank & Cie. beim Ausstellungskomitee Protest eingelegt habe gegen die Verteilung von Reklamematerial mit Annoncen im schweizerischen Auskunftsbureau während der Ausstellung. Gestützt auf ihren Konzessionsvertrag verlange sie, dass das Ausstellungskomitee im genannten Auskunftsbureau keine Broschüre, kein Dépliant, keinen Taschenfahrplan etc. zur Verteilung zulasse, sofern dieselben irgendwelche bezahlte Annoncen oder überhaupt Reklame enthielten für Interessen, die nicht diejenigen des Herausgebers der Publikation seien.

Gestützt hierauf wurden die Vertreter der interessierten Kreise auf den 4. April nach Bern berufen, um zu beraten, in welcher Weise das Hindernis beseitigt werden könnte. Selbstverständlich konnte die Frage sich nur darum drehen, wie dick man das Pflästerchen auf die Frank'sche Wunde aufzulegen gedenke; man einigte sich schliesslich auf Fr. 2500.—, teilte diese Offerte der Firma Frank telegraphisch mit, mit dem Bemerken, dass dieselbe nur bei bedingungsloser Freigabe des Propagandamaterials gültig sei. Man glaubte nun, mit dieser Offerte auf etwelche Coulanz seitens der Firma rechnen zu können. Weit gefehlt. Bei den Kindern Israels kommt eben der Appetit beim Essen; so auch hier. Die Firma depeschierte, dass sie die offerierten Fr. 2500 akzeptiere, jedoch ohne dass dafür irgendwelche

Reklame für das Auskunftsbureau im Ausstellungskatalog oder sonstwie gemacht werde. Wenn Reklame erwünscht sei, so verlange sie Fr. 4000. Die Antwort der S. B. B. lautete kurz und bündig: Wird nicht akzeptiert.

So steht nun, infolge Mangels jeglicher Coulanz seitens der Konzessionärin, die Angelegenheit in Mailand. Damit ist das Auskunftsbureau als solches zwar nicht in Frage gestellt, denn es bezieht sich das Verbot nur auf Broschüren etc., die Annoncen von Drittpersonen enthalten, deren es aber aus leichtbegreiflichen Gründen ziemlich viele gibt. Alles übrige Propagandamaterial, Tableaux, Photographien, Stereoskope etc. etc. begegnet keinen Hindernissen; auch haben die kinematographischen Vorstellungen Aussicht, ausgeführt werden zu können. Dass bei diesem Handel unser Hotelführer möglicherweise von dem Vertrieb an der Ausstellung ausgeschlossen wird, ist nicht zu bedauern, denn wir haben für denselben genügende und bessere Verwendung, als eine grosse Ausstellung sie bieten kann, aber das bedauern wir, dass die Firma Frank & Cie. das schweizerische Hotelgebiet inbezug auf Annoncen für den Ausstellungskatalog schon abgegrast hat, sonst würde ein Boykott die einzig richtige und wohlverdiente Antwort sein.

O. A.

Ein interessanter Gerichtsentscheid.

Durch Urteil des gewerblichen Schiedsgerichts in Basel war am 19. Januar 1906 ein Hotelier in contumaciam verurteilt worden, dem Kläger, Oberkellner Gräfe, ein neues Dienstzeugnis von bestimmtem Wortlaut auszustellen. Der beklagte Hotelier verweigerte dieses. Daraufhin wurde er am 31. Januar durch Exekutionsbefehl aufgefordert, das Zeugnis doppelt auszustellen, mit der Androhung, dass für den Fall des Ungehorsams gegen den Befehl Verzeigung zu strafrichterlicher Ahndung erfolgen werde. Der Beklagte kam dem Befehl nicht nach. Hierauf machte der Zivilgerichtspräsident beim Polizeidepartement Strafanzeige gegen den Hotelbesitzer wegen Ungehorsams gegen amtliche Verfügungen.

Am 13. März stellte die Ueberweisungsbehörde die Untersuchung wegen Fehlen des Tatbestandes dahin. Gegen diesen Beschluss legte der Zivilgerichtspräsident Beschwerde ein mit dem Antrag auf Ueberweisung der Sache an das Strafgericht.

Die Staatsanwaltschaft beantragte Abweisung dieser Beschwerde mit der Begründung, dass der Zivilrichter nicht innerhalb seiner Zuständigkeit gehandelt hat, wenn er einen Arbeitgeber dazu anhalten wollte, einem Angestellten nicht blos ein Zeugnis über das Anstellungsverhältnis und die Dauer der Dienstleistungen, sondern ein Zeugnis in einer gewissen Form auszustellen und darin wider seinen Willen zugunsten des Angestellten in anerkennender Weise sich auszusprechen. Das Strafgesetz beziehe sich aber auf Verfügungen, die von einer Behörde innerhalb ihrer Zuständigkeit erlassen werden; die Dahinstellung der Untersuchung sei also gerechtfertigt.

Aus den Akten ist zu entnehmen, dass in der Tat der Angeschuldigte nicht die Ausstellung eines Zeugnisses überhaupt verweigert, sondern dem Kläger ein Zeugnis nach dem vom Schweizer Hotelier-Verein eingeführten, weder Lob noch Tadel enthaltenden, sondern nur Zeit und Art der Dienste anführenden Formular angeboten. Wenn daher der Zivilrichter dem Angeschuldigten dennoch Ausstellung eines Zeugnisses mit bestimmten lobenden Zusätzen auferlegt, so hat er nach Ansicht der Staatsanwaltschaft, wenn auch nicht formell, so doch materiell seine Befugnis überschritten.

Dazu kommt, dass dem Angeschuldigten, der dem Kläger ein Zeugnis nach dem vom Hotelier-Verein vereinbarten Formular angeboten, nicht der böse Wille vorgeworfen werden kann, der Voraussetzung einer Verzeigung durch den Zivilrichter ist. Dieser böse Wille liegt nicht vor. Aus diesen Erwägungen hat das Appellationsgericht des Kantons Baselstadt am 29. März 1906 die Beschwerde abgewiesen. Der Hotelier ist also von zweiter Instanz in seinem Rechte geschützt worden und es hat die längst bekannte, beim Basler gewerblichen Schiedsgericht herrschende Tendenz, den Arbeitnehmer unter allen Umständen zu schützen, einen beherzigenswerten Wink erhalten.

Nochmals Hieb und Gegenhieb.

Der in No. 14 der „Hotel-Revue" enthaltene Artikel des Herrn Jules Lippert, der sich als eine gerechtfertigte Antwort auf einen in der „Reise-, Bäder- und Touristenzeitung" des „Berliner Tagebl." erschienenen Angriff auf die Riviera und ihre Hotels qualifizierte, hat deren Redaktion folgende Erwiderung an den Verfasser in die Feder diktiert:

Sehr geehrter Herr!

Ihr an die Geschäftsstelle des „Berliner Tageblatts" gerichteter Brief ist uns überwiesen worden, und wir möchten Ihnen darauf erwidern, dass wir sehr überrascht sind, dass der harmlose (? Der Adressat) kleine Artikel über die Reise-Leiden einen so gewaltigen Aerger bei Ihnen erregt hat.

Denn weder der Verfasser dieses Artikels, den wir als durchaus zuverlässigen Mitarbeiter kennen, noch wir selbst haben im entferntesten die Absicht gehabt, mit der Veröffentlichung dieses Artikels die ganze Hotelindustrie zu schädigen. Aber ebenso wie in vielen Fällen die Naturschönheiten und die guten Hotels in Italien von uns in gebührender Weise gerühmt worden sind, so können wir es doch auch nicht verschweigen, dass es an der Riviera in den letzten Monaten kalt war, dass die Heizvorrichtungen in Italien vielfach mangelhaft sind und dass noch manche Hotels an der Riviera ohne Doppeltüren bestehen. Die Richtigkeit dieser Tatsache aber werden doch wohl auch Sie nicht bestreiten wollen — und etwas Anderes hat der Verfasser des Artikels ja auch nicht sagen wollen, was ja schon ganz deutlich aus der humoristischen Färbung seiner Zeilen hervorgeht.

Wir hoffen daher, dass auch Sie sich recht bald zu der von Ihnen zitierten „objektiven Heiterkeit" wieder aufschwingen und die Ueberzeugung gewinnen, dass uns wirklich nichts ferner liegt, als Sie oder irgendwelchen Ihrer Kollegen „indirekt" finanziell zu schädigen.

Hochachtungsvoll

Die Redaktion
der „Reise-, Bäder- u. Touristen-Zeitung"
E. Höber.

Daraufhin sendet uns Herr Jules Lippert auch noch eine Entgegnung, die wir im Interesse der Sache selbst und zur Vervollständigung ebenfalls wiedergeben, in der Meinung, damit nicht die Polemik weiter zu spinnen, sondern einen Punkt dazu zu setzen. Herr J. L. schreibt:

Geehrte Redakt. der „Hotel-Revue", Basel.

Besten Dank für Veröffentlichung von „Hieb und Gegenhieb".

Hier sende Ihnen die Antwort des „Berliner Tageblattes", Ihnen anheimstellend, ob Sie dieselbe der Gerechtigkeit halber auch veröffentlichen wollen.

Ich habe das Schreiben keiner Antwort gewürdigt, obwohl ich mit Vergnügen aus demselben ersehen habe, dass die Redaktion des „B. T." bemüht ist, den *faux-pas* ihres Mitarbeiters so gut wie möglich zu entschuldigen.

Es ist aber eine eigentümliche journalistische Auffassung, ein solches Machwerk „humoristisch" zu nennen, das eine ganze Gegend mitsamt ihrer Industrie und ihren Produkten herunterreisst.

Daher finde ich es auch als eine schwache Kompensation, wenn die Redaktion des „B. T." glaubt, mit ein paar begütigenden Worten den Schaden, den der Verfasser mit seinem Geschreibsel angerichtet haben mag, auszugleichen und hoffe ich, dass meine Kollegen nächsten Herbst, wenn der Herr Annoncensammler des „B. T." seine Reise nach dem kalten, hustenden, zugigen Süden macht, wo keine ordentlichen Hotels sind, und so abscheuliche Weine wachsen, demselben in gebührender Weise zu begegnen wissen werden.

Hochachtungsvoll

Jules Lippert.

Wenn der Bogen zu straff gespannt.

Die Regierung der Stadt Basel hat dem Wirtestand ein Gesetz aufoktroiert, dessen Vollziehungsverordnungen geradezu von drakonischer Strenge sind. Der Basler Wirte- und Hotelier-Verein hatten nach Annahme des Gesetzes das Gesuch gestellt, es möchten bei Aufstellung der bezüglichen Verordnungen Vertreter des Wirtestandes herbeigezogen werden, damit nicht etwas Unerträgliches und Unausführbares geschaffen werde. Man hat diesen Wunsch nicht berücksichtigt und nun ist das Unerträgliche und Unausführbare da. In des Wortes ureigenster Bedeutung hat aber die Regierung die Rechnung diesmal tatsächlich ohne den Wirt gemacht; denn diese versammelten sich am 11. ds. etwa 300 Mann stark und legten ein energisches *non possumus* zu Handen der Regierung beim Vorstand nieder.

Der Protest richtet sich hauptsächlich gegen die Ruhezeitsverordnungen und ein darauf bezügliches Kontrollbuch, das den Wirten und Hoteliers von der Regierung quasi als Ostergeschenk überreicht worden. In der Einladung zu dieser Versammlung hiess es, das Kontrollbuch sei mitzubringen und in der Tat erschienen sie alle mit der obrigkeitlichen Ostergabe unterm Arm.

Nach ziemlich lebhafter Diskussion wurde mit absoluter Einstimmigkeit der Beschluss gefasst, es seien sämtliche an die Wirte abgegebenen Kontrollbücher einzusammeln und bis auf weiteres in Verwahrsam zu halten, bis die Regierung auf eine an sie zu richtende Eingabe, worin die absolute Unmöglichkeit dieser Kontrollführung niedergelegt werden soll, geantwortet habe. Die weitern Schritte werden von dieser Antwort abhängig sein.

Von rechtskundiger, regierungsfreundlicher Seite wurde dem Wirte- und Hotelierverein der Rat erteilt, zum Streik (Schliessen der Wirtschaften für einige Tage) zu greifen, einzig damit könne etwas erreicht werden, und zwar vor allem die Sympathie des Publikums.

Bei der Diskussion kam u. a. die „Basler Zeitung" sehr schlecht weg, weil sie in einem etwas allzu energischen Artikel der schnelleren Einführung der Vollziehungsverordnungen gerufen hatte. Zur Belohnung für ihre regierungsfreundliche Tat, wird sie das Vergnügen haben, eine schöne Zahl Abonnenten aus ihrem Register streichen zu können. Auch einem schweizer. Angestelltenverein, der mit besonderem Eifer auf die Verordnungen eingewirkt, wurde ein Sträusschen gewunden und darauf hingewiesen, dass derselbe seinen Mitgliedern, und den Angestellten überhaupt, einen schlechten Dienst erwiesen; denn die Ruhetagsverordnung bedeute für sie einen Schnitt ins eigene Fleisch. Freilich, die Rädelsführer bekommen von diesen Folgen in der Regel nichts zu spüren. Schreiber dieser Zeilen konnte während der Versammlung folgendem, am Nachbartisch geführten Gespräch zuhören: „Wenn wir die Verordnungen zu befolgen haben, dann bedürfen wir ein Drittel mehr Personal, ich für meinen Teil werde mir dadurch helfen, dass ich meinen Oberkellner durch zwei Saalkellner und meinen Concierge durch zwei Portiers ersetze, Oberkellner und Portier mögen sich dann bei dem betr. Verein bedanken, der so väterlich für sie sorgt". *Non probatum est.*

Leichtfertige Kritik

übt das „Luzerner Tagblatt" an unserm in No. 14 der „Hotel-Revue" publizierten statistischen Bericht über den Fremdenverkehr in der Schweiz im Jahre 1905. Leichtfertig ist die Kritik deshalb, weil sie sich offenbar nicht auf eigene aufmerksame Lektüre jenes Berichtes stützt, sondern auf eine in aller Bequemlichkeit aus dem „Oberl. Volksbl." abgedruckte Notiz darüber. Diese Bequemlichkeit ist dem „Luz. Tagbl." zum Verräter geworden. Es leistet sich nämlich den Satz: „Uns scheint eine derartige Statistik deshalb verfehlt zu sein, weil eine grosse Reihe von Hotels mit überaus grosser Bettenzahl, namentlich in höhern Lagen, reine Saisongeschäfte sind, also nur 2 bis 3 Monate des Jahres überhaupt auf Frequenz rechnen." Diese Bemerkung beweist, dass die Redaktion unsern Bericht selbst gar nicht gelesen hat, obgleich die „Hotel-Revue" ihr regelmässig vorliegt. Hätte sie unsere Arbeit eigener Durchsicht gewürdigt, so wäre ihr gewiss die leichtfertige und total unrichtige Bemerkung in der Feder geblieben. Denn sie würde dann gesehen haben, dass unsere Statistik verschiedene prozentuale Werte in Bezug auf die Fremdenfrequenz festgestellt hat, nämlich solche bezüglich der Vorsaison und der Nachsaison ebensowohl wie über die Hochsaison selbst. Sie würde auch gesehen haben, dass die Saisongeschäfte mitgerechnet sind und ihren Beitrag an den Jahresdurchschnitt leisten.

Aus den einzelnen Monatsresultaten kann Jemand, der mit statistischen Zahlen richtig zu operieren weiss, durch eigene Rechnung noch andere Werte herausfinden. Die Statistik aber, die Durchschnittszahlen suchen und feststellen soll, welche nicht nur die Saison, nicht nur Sommer- oder Wintergeschäfte, sondern das Jahr als ganzes betreffen, ist deshalb nicht „verfehlt", wie die Redaktion des „Luzerner Tagbl." urteilt, sondern gerade deshalb richtig. Das Material dazu haben ja die einzelnen Geschäfte geliefert. Jahreszahlen muss sie suchen, die einen Durchschnitt für das ganze Land ergeben, nicht Zahlen für einzelne Striche, einzelne Geschäfte, Tal- oder Berghotels. Denn das Kapital, das in den Saisongeschäften steckt, muss sich über das ganze Jahr verzinsen. Rechnet der Inhaber anders, so begeht er eine ihn schädigende Selbsttäuschung. Das alles mit mehrerem steht in unserem Bericht selbst, den wir der Redaktion des „Luzerner Tagbl." zu nachträglicher Lektüre hiemit empfehlen. Sie wird dann einsehen, dass nicht unsere Statistik, sondern ihre Kritik darüber „verfehlt" ist.

Kleine Chronik.

Leubringen. Das Hotel Drei Tannen ist im Umbau begriffen; jedes Zimmer wird mit Balkon resp. Loggia versehen.

Strassburg i. E. Das Hotel Christoph wird seit 1. April wieder vom Besitzer Herrn E. Christoph selbst betrieben.

Villeneuve. Die Direktion des Hotel Byron übernimmt im Mai Herr Fugner, bisher Maitre d'hotel im Hôtel Beau-Site in Lausanne.

Interlaken. Der Brandschaden beim Hotel Viktoria beträgt laut „Oberl. Volksbl." nach amtlicher Abschatzung 420,000 Fr. Dazu kommt noch der Mobiliarschaden.

Montreux. In der Bucht von Clarens soll ein neues Schlachthaus für Montreux erstellt werden, da das alte nicht mehr genügt. In der *Gaz. de Laus.* wird wegen drohender Verunstaltung der Bucht vor diesem Bau gewarnt und dem Heimatschutz gerufen.

Automatische Restaurants. Die Aktiengesellschaft unter der Firma „Schweizerische Restaurations-Automaten-Gesellschaft Helvetia" in Basel hat sich durch Beschluss der Generalversammlung vom 30. Januar 1906 und des Verwaltungsrates vom 12. März 1906 aufgelöst.

Tellsplatte. Der Besitzer des Hotel Tellsplatte hatte beim Bundesrat das Konzessionsgesuch um eine elektrische Drahtseilbahn vom Landungsplatz Tellsplatte zum Hotel an der Axenstrasse eingereicht. Der Bundesrat beantragt den eidgen. Räten, auf das Gesuch nicht einzutreten.

Lenk. Herr Gantenbein, seit drei Jahren Pächter des Hotel Sternen, ist durch Herrn Zwahlen von Interlaken abgelöst worden. Letzterer hat das genannte Hotel gekauft und bereits übernommen. Herr Gantenbein hat das neue Hotel Wildstrubel gepachtet und wird es auf bevorstehende Saison eröffnen.

Clarens Im *Feuille d'Avis de Montreux* fragt ein Fremder, ob es wahr sei, dass die Bucht bei den Bädern einem Quai weichen müsse. Die Redaktion beruhigt den Fragenden mit der Versicherung, dass die Bucht nicht verschwinden, sondern zu ihrem Vorteil anstatt der staubigen und trottoirlosen Strasse einen Quai erhalten werde.

Fremdenstrom aus Amerika. Aus Neu-York wird laut „Münchn. N. N." gemeldet, dass allein am letzten Samstag 10 grosse mit Vergnügungsreisenden bis zum letzten Platz besetzte Passagierdampfer nach Europa abgegangen sind. Infolge der günstigen wirtschaftlichen Verhältnisse, deren sich zurzeit die Vereinigten Staaten erfreuen, sind die meisten Plätze der Ozeandampfer schon für mehrere Monate vorausbestellt.

Heimatschutz. Der Staat Preussen ist inbezug auf Heimatschutz bereits gesetzgeberisch tätig. Dem preussischen Herrenhause ist ein „Gesetzentwurf gegen die Verunstaltung von Strassen und Plätzen in geschlossenen Ortschaften" zugegangen. Danach können z. B. an Strassen und Plätzen von hervorragend geschichtlicher oder künstlerischer Bedeutung Bauten und bauliche Veränderungen verboten werden, sofern durch sie die Eigenart des Strassenbildes beeinträchtigt würde.

Einsturz eines Hotels. In dem Württemberger Städtchen Nagold sollte der Gasthof zum Hirschen, um im Erdgeschoss den Bau eines grossen Saales zu ermöglichen, oberhalb des steinernen Sockels um 1,60 Meter gehoben werden. Die Hauptarbeit erfolgte am 5. April und war fast beendet, als mittags 1¼ Uhr plötzlich der Einsturz des Gebäudes erfolgte. Es befanden sich über 100 Gäste im Hause, die verschüttet wurden. Er gab 50 Tote, 27 Schwerverletzte und eine grosse Zahl leicht Verletzte.

Von den Beatushöhlen. Dem „Bund" wird geschrieben: Die baulichen Neuerungen in und vor den Beatushöhlen sind zur Stunde soweit vorgeschritten, dass an den Sonntagen im April das Publikum wieder Zutritt zu dem Naturwunder hat. Die eigentliche Saisoneröffnung findet Montag, den 30. ds. statt. Der neugeschaffene altertümliche Bogengang auf der Terrasse bildet nicht allein eine originelle Zierde, sondern bietet namentlich den in den beiden Vorjahren so schmerzlich vermissten Schutz gegen Regen und Sonne; durch eine 30 Meter lange künstliche Felsengalerie zwischen der sogen. „Trockenen" und der Passhöhle sind Ausgang und Eingang von einander getrennt und dadurch die lästigen früheren Stauungen an der Aufgangstreppe beseitigt worden. Die Grösse der Terrasse hat sich durch Ueberwölbung des Beatusbaches verdreifacht und so ist nun der nötige Raum für das Publikum gewonnen worden. Die Beatusklause geht ebenfalls ihrer Restaurierung entgegen und verspricht recht interessant zu werden.

Gauner im Hotel. Als „Fürst von Margarin" trat in einem Berliner Hotel ein Hochstapler auf, der jetzt von der Berliner Kriminalpolizei verhaftet wurde. Der Fürst trat sehr fein und sicher auf und bewohnte in einem Hotel der Friedrichsstadt einen Salon und ein Schlafzimmer. Eines Tages ging er zu einem bekannten Juwelier, stellte sich als russischer Fürst von Margarin vor, liess sich Brillanten vorlegen und gab schliesslich den Auftrag, ihm eine Anzahl der Schmucksachen ins Hotel zu schicken, damit die Fürstin sie selbst ansehe und die Entscheidung treffe. Ein Angestellter des Geschäftes packte für 20,000 Fr. Brillanten ein und ging mit. Er war etwas überrascht, als ihm der Fürst im Salon sagte, die Fürstin könne augenblicklich nicht wählen, da sie noch schlafe, er möge daher die Brillanten da lassen und später wieder kommen. Um den Mann sicher zu machen, öffnete der Fürst ein wenig die Tür des Schlafzimmers ganz behutsam, gestattete dem Angestellten einen Blick durch den Türspalt und wies mit einer Handbewegung auf das Bett hin. Dort sah der Misstrauische ein ziemlich hoch liegendes Deckbett und auf dem Kissen dunkles Kopfhaar. Das überzeugte ihn aber immer noch nicht von der Anwesenheit einer Fürstin. Die Sache kam ihm nicht geheuer vor und er nahm seine Brillanten wieder mit sich. Das Hotelpersonal war erstaunt, als er nach der Fürstin fragte; alle wussten nur, dass der Fürst allein gekommen war. Die Kriminalpolizei wurde aufmerksam gemacht und beobachtete den Fürsten, als er bald darauf ausging und sich nach der Wilhelmstrasse begab. Dann sah man sich in den Fürstenzimmern etwas genauer um und lüftete auch den Schleier von der geheimnisvollen Fürstin, die immer noch schlief und durch kein Geräusch zu wecken war. Sie bestand aus einem Koffer mit Zeitungspapier, einer Uniform und einem Stiefelknecht, auf dem eine Frauenperücke aufgezogen war. Jetzt holte sich die Kriminalpolizei den Fürsten aus der Wilhelmstrasse, stellte ihn als einen 20 Jahre alten Studenten Louis Lubschuski aus Petersburg fest und brachte ihn wegen versuchten Betruges nach dem Untersuchungsgefängnis.

Vom Vierwaldstättersee. Der Verein zur Förderung des Fremdenverkehrs am Vierwaldstättersee und Umgebung hat am 27. März in Luzern seine Generalversammlung abgehalten. Es wurde konstatiert, dass der Mitgliederbestand auf Ende 1905 sich auf 270 beziffert mit 18,427 Gastbetten (Ende 1904 271 resp. 17,898). Letztere haben im Berichtsjahre um 529 zugenommen. Der Verein wurde 1881 mit einem Bestand von 108 Mitgliedern und 7554 Gastbetten gegründet, besteht also heute 25 Jahre. Als Rechnungsrevisoren pro 1906 wurden die bisherigen, die Herren Andr. Zimmermann von Weggis und J. Hüsler-Heller von Luzern, bestätigt. An Subventionen wurden bewilligt: Fr. 6500.— an die Verkehrskommission, Fr. 2000.— an den Rennklub für die internationalen Rennen, Fr. 500.— an den Regattenverein für die Ruder- und Motor-Regatten. Ueber das in der letztjährigen Generalversammlung angebrachte Begehren um prinzipielle Beschlussfassung über die Frage, ob an Kurorte und Kurvereine für bestimmte Bedürfnisse und Veranstaltungen Subventionen zu gewähren seien, wurde nach einer genaueren Präzisierung des Begehrens und nach einlässlicher Diskussion ablehnend beschlossen. Der Vorstand wurde ermächtigt, wie in früheren Jahren, wieder besondere Reklamen bezüglich Frühjahrsaufenthalt, Pfingstausflug und Herbstaufenthalt zu machen; ausserdem wurde ihm ein Kredit von Fr. 1500.— für anderweitige Reklamen eröffnet. Der ausserordentliche Jahresbeitrag pro 1905 wurde wie früher auf 40 Cts. per Gastbett festgesetzt. Die bisherigen Statuten wurden einer Revision unterzogen und ergänzt. Die im Austritt befindlichen Herren H. Pfyffer, Fr. Fassbind und E. Spillmann wurden für eine neue Amtsdauer als Vorstandsmitglieder bestätigt. Aus dem Schosse der Versammlung wurden Klagen über die misslichen Zustände auf dem Bahnhofplatz Luzern bezw. über mangelnde praktikable Verbindungen zwischen Bahnhof und See geführt und es wurde der Vorstand beauftragt, deswegen an zuständiger Stelle vorstellig zu werden. Unter Hinweis auf einen Artikel in der „Hotel-Revue" betr. die Verteuerung der Lebensmittel und Aufstellung von einheitlichen Normen für Preisberechnungen wurde der Vorstand beauftragt, sich diesbezüglich behufs näherer Orientierung mit dem Schweizer Hotelier-Verein in Verbindung zu treten.

Saison-Eröffnungen.

Bex-les-Bains: Hotel de Crochet, 8. April.
Brunnen: Hotel Bellevue, 15. April.
Interlaken: Terminus-Hotel de la Gare, 10. April.
Konstanz: Insel-Hotel, 14. April.
Leubringen: Hotel Drei Tannen, 10. April.
Lugano: Beha's Hotel de la Paix, 1. April.
Luzern: Hotel Belvédère, 4. April. — Hotel de l'Europe, 10. April.
Rigi-Kulm: 9. April.
Spiez: Kurhaus, Grand Hotel Spiezerhof, 15. April.
Thun: Hotel Viktoria & Baumgarten, 9. April

Hiezu eine Beilage.

Zur gefl. Beachtung.

Bevor Sie ein Hotel, Pension oder Kuretablissement kaufen oder mieten, verfehlen Sie nicht, vorher vom Hotels-Office in Genf Auskunft und Schätzung über das Ihnen proponierte Geschäft zu verlangen. Das Hotels-Office in Genf ist von einer Gruppe bestbekannter Hoteliers geleitet und bezweckt, Käufer durch erfahrenen, uninteressierten Rat zu unterstützen.